

DIALOGUE

LES PRATIQUES INTERCULTURELLES DES VILLES QUÉBÉCOISES

Prêts à beaucoup de renoncement pour leurs enfants

Ils ont quitté leurs pays, leurs emplois, pour venir au Québec reconstruire leur vie. Beaucoup réaliseront pleinement leur rêve. D'autres éprouveront plus de difficultés. Même si l'intégration économique des immigrants va en s'améliorant au Québec¹, le taux de chômage des immigrants reste plus élevé que celui des non-immigrants. De plus, ils sont souvent contraints d'accepter des emplois inférieurs² à leurs qualifications et parfois à vivre dans des habitations à la limite de l'acceptable. Malgré ces irritants, si leurs enfants s'épanouissent et connaissent une vie couronnée de succès, beaucoup considéreront avoir réussi leurs projets. Les parents immigrants sont prêts à beaucoup de renoncement pour que leurs enfants aient un avenir meilleur que le leur.

Pour la société d'accueil, ce sont des alliés objectifs parce que la majorité des personnes nées au Québec souhaitent un avenir meilleur pour leurs enfants, et en cela, ils pensent comme les parents immigrants. Mais la société québécoise se donne-t-elle les conditions pour répondre aux besoins de ces derniers ?

Pour les responsabilités auprès de leurs enfants, les parents peuvent compter sur l'accompagnement des réseaux de la santé et de l'éducation. Quant aux villes, elles ont des responsabilités indirectes. Elles interviennent sur la qualité du cadre de vie, ne serait-ce que par leurs politiques d'habitation et leurs choix d'aménagement du territoire; elles ont également un impact par leurs services à la population.

Pour les parents nés à l'étranger porteurs de modèles parentaux hérités d'autres cultures, les villes peuvent faire la différence et contribuer à leur intégration au Québec à la condition expresse d'être à l'écoute de leurs besoins particuliers et de pouvoir moduler en conséquence leur offre de services. En somme, les villes doivent accepter d'évoluer dans un contexte interculturel.

L'importance du développement des enfants

Les premières années de la vie jouent un rôle déterminant pour l'avenir de l'enfant. Comme le démontre la recherche, la période d'âge de 0 à 5 ans constitue une période charnière où les enfants doivent atteindre un niveau de développement mesurable dans cinq domaines :

¹ Boudarbat B. et Grenier G., *L'impact de l'immigration sur la dynamique économique du Québec*, Cirano, 2014, p. 42

² « (...) les emplois occupés par les immigrants sont généralement de moins bonne qualité et moins bien rémunérés que ceux des non-immigrants, et que le taux de surqualification est plus élevé chez les immigrants. » Ibidem p. 46

la santé physique, les compétences sociales, la maturité affective, les habiletés de communication, le développement cognitif et langagier. À défaut d'avoir atteint ce niveau de «maturité scolaire», les enfants entreront à l'école primaire en état de vulnérabilité et seront considérés comme susceptibles d'éprouver des difficultés scolaires avec toutes les conséquences que cela suppose. «Le développement des jeunes enfants est un enjeu majeur au cœur de toute société souhaitant mettre à profit le potentiel de chacun.»³ Or, au Québec, 26 % des enfants entrent encore à l'école primaire en étant vulnérables dans au moins un des cinq domaines.

L'enjeu est de taille ! Le Québec compte près d'un demi-million d'enfants âgés de 0 à 5 ans. Les parents de ces enfants sont pour le quart nés à l'étranger. Ces derniers se concentrent dans la région métropolitaine : sur l'île de Montréal, 58 % des parents sont nés à l'étranger et 44 % à Laval. Ailleurs, leur présence est beaucoup moins significative sauf dans l'Outaouais et la Montérégie où ils représentent près de 20 %.

Les parents nés à l'étranger proviennent de contextes culturels où les valeurs éducatives et les modèles parentaux peuvent différer. Ils sont aussi engagés dans leurs propres démarches d'intégration à la société (francisation, emploi, etc.) et, généralement, ils ne peuvent pas encore compter sur un réseau social pour les soutenir dans leurs démarches éducatives. Dans les régions de concentration de ces parents nés à l'étranger, le travail des éducateurs et de leurs partenaires se double d'une dimension interculturelle. Les réseaux des centres de la petite enfance⁴ et des garderies ont déjà le mandat d'assurer la socialisation des enfants⁵; ils devront également l'assurer au plan interculturel pour les tout-petits de parents nés à l'étranger et, de façon complémentaire, auprès de ces parents eux-mêmes. Pour ces derniers, la fréquentation des centres responsables de leurs enfants devient une occasion de plus de développer la connaissance de la société d'accueil et de renforcer leur réseau social.

Pour connaître les besoins des parents, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a mené une vaste enquête auprès de 15 000 parents d'enfants de 0 à 5 ans pour évaluer leur expérience parentale⁶. Une attention particulière a été portée aux besoins des parents immigrants.

L'enquête a démontré que les parents nés à l'étranger éprouvent plus de difficulté à trouver l'information nécessaire à leur rôle de parents et à avoir du soutien de leur entourage. Certains d'entre eux éprouvent des difficultés d'intégration. Un parent sur deux né à

³ *Mieux connaître la parentalité au Québec*, 2016, p. 16 (voir note 5)

⁴ Les centres de la petite enfance (ou CPE) sont des institutions québécoises consacrées à la garde et à l'éducation de jeunes enfants.

⁵ «Comme prestataire de services de garde éducatifs, vous avez la responsabilité d'assurer la santé, la sécurité, le développement, le bien-être et l'égalité des chances des enfants qui reçoivent vos services. De même, vous appliquez un programme éducatif favorisant le développement global de l'enfant, ce qui lui permet de développer toutes les dimensions de sa personne et l'amène progressivement à s'adapter à la vie en collectivité et à s'y intégrer harmonieusement.»

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/services-de-garde/cpe-garderies/Pages/index.aspx>

⁶ *Mieux connaître la parentalité au Québec*, 2016, 259 pages <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/conditions-vie-societe/environnement-familial/eqepe.html>

l'étranger se retrouve dans la catégorie de «faible revenu». Par ailleurs, ils utilisent davantage les services de santé, les services sociaux et les services municipaux.

Le rôle des villes

«Il est incontestable que le milieu municipal joue actuellement un rôle primordial dans le développement des enfants et que ce rôle prendra de plus en plus d'ampleur. Il en va de la qualité même de notre avenir.»⁷

Les villes sont de précieux partenaires des centres responsables d'accueillir les 0-5 ans. Elles ont un double rôle, celui de créer des environnements favorables à la qualité de vie des tout-petits et celles de dispenser des services à leurs intentions.

Le travail des villes commence bien en amont de l'arrivée des tout-petits. Le choix de l'aménagement de territoires où les risques (circulation, bruit, qualité de l'air, eau potable, éclairage suffisant, sécurité, etc.) sont contrôlés constitue un premier pas dans l'amélioration de la qualité de vie. Le développement de programmes d'habitation accessible et salubre en constitue un autre. Étant donné que les parents nés à l'étranger ont en moyenne plus d'enfants que les natifs et qu'ils sont surreprésentés dans la catégorie des familles à faible revenu, ils ont davantage besoin de grands logements financièrement accessibles et salubres.

Plus encore, il est important de souligner que : «La fréquentation de lieux publics, tels que les parcs ou les installations sportives et culturelles, est généralement associée à de nombreux effets positifs pour les parents et leurs enfants, notamment chez les familles (...) issues de l'immigration : augmentation de la pratique quotidienne d'activités physiques en famille, diminution des risques d'exclusion et d'isolement social, possibilité de tisser des liens avec les parents du voisinage, etc.»⁸. Cependant, l'enquête démontre que les parents nés à l'étranger (36 %) connaissent moins bien les services offerts ; ce qui ne les empêche pas de fréquenter davantage (42 %) de façon régulière et diversifiée les lieux publics. Ils fréquentent davantage (46 %) les bibliothèques. Par contre, ils utilisent moins les centres de loisirs et les clubs sportifs ; les coûts associés à certaines de ces activités constituent des obstacles à leur utilisation.

À la condition de pouvoir contourner les obstacles de coût et de disponibilité de services, des activités comme l'animation par la lecture dans les centres de vaccination, l'heure du conte, les heures de baignade familiale, les fêtes communautaires, les sorties familiales sont de bons moments pour soutenir les parents et faciliter leur intégration au quartier.

Les parents nés à l'étranger fréquentent davantage les haltes-répît, les cuisines collectives, les joujouthèques et les comptoirs familiaux où l'on peut se procurer des biens à moindre

⁷ Blogue de Patrick Paulin du 29 mai 2017, *Avenir d'enfants*

⁸ *Mieux connaître la parentalité au Québec*, 2016, p. 173

coût (vêtements, jouets ou autres biens usagés). Par ailleurs, ils réclament davantage d'information sur les banques alimentaires.

La meilleure façon d'intervenir pour les villes

Un organisme, le *Carrefour action municipale et famille*, a pour rôle de conseiller les villes dans la réalisation des politiques et des programmes les plus appropriés. Il est notamment responsable du programme *Municipalité amie des enfants*⁹ qui rejoint près de la moitié de la population du Québec. En février dernier, Le *Carrefour* a tenu une journée de réflexion avec un thème éloquent «*Le partenariat et la concertation au sein des collectivités et des municipalités : Une alliance gagnante pour les tout-petits*». Les villes ont des responsabilités indirectes à l'égard des tout-petits et elles doivent intervenir en soutien aux acteurs de première ligne responsables de cette clientèle. La concertation avec les partenaires locaux constitue le moyen le plus efficace de satisfaire les besoins prioritaires de cette clientèle. Notamment pour les parents nés à l'étranger, les ajustements fins, davantage possibles au niveau local, permettent dans une perspective interculturelle de mieux respecter des univers culturels diversifiés.

La concertation avec les acteurs locaux responsables des tout-petits est une discipline exigeante, mais nécessaire à l'efficacité des politiques et des programmes. Pour les villes, la tentation est grande de choisir unilatéralement les acteurs à privilégier. Même s'il faut se réjouir que la Ville de Montréal se soit dotée d'une *Politique de l'enfant*¹⁰, il faut déplorer qu'elle en attribue unilatéralement la majorité des fonds à deux acteurs principaux¹¹.

La concertation avec les acteurs locaux constitue la voie privilégiée par le gouvernement du Québec pour la lutte à la pauvreté. Ensemble, les acteurs locaux sont plus à même de fixer les priorités et de rejoindre des populations particulières comme les parents nés à l'étranger.

À ces conditions, personne ne sera laissé derrière. Et le proverbe africain «Il faut tout un village pour élever un enfant» prendra tout son sens !

Gilles Rioux
Septembre 2017

⁹ <http://amiedesenfants.ca/>

¹⁰ Elle s'adresse aux jeunes âgés de 0 à 17 ans.

http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/d_social_fr/media/documents/politique_enfant_version_integrale.pdf

¹¹ Le *Club des petits déjeuners* et la *Fondation du Dr Julien*